



LE CONSEIL DE L'EUROPE APPELLE LES FEMMES À SE SOUMETTRE AU JOUG ISLAMISTE

Le Conseil de l'Europe, approuvé par l'Union européenne, lance une campagne incitant au port du hijab dans une démarche identitaire, véritable agression contre les droits des femmes et l'émancipation.



Le 2 novembre 2021, le Conseil de l'Europe, organisation inter-gouvernementale regroupant 47 États membres, a lancé une campagne sous le mot-dièse #WECAN4HRS!

S'il ne faut pas confondre le Conseil de l'Europe avec l'Union européenne, il joue cependant un rôle essentiel dans la définition des normes juridiques dans le domaine de la protection des Droits de l'Homme sur notre continent.

En effet, les outils d'influence principaux du Conseil sont la **Convention européenne des Droits de l'Homme** et la **Cour européenne des Droits de l'Homme**. Or, tant la France que l'Union européenne se soumettent aux décisions et aux normes édictées par ces instances.

La campagne est constituée d'une vidéo diffusée sur les réseaux, d'un fil Twitter et d'une série de visuels appelant à reconnaître la diversité. Jusque-là rien de nouveau dans l'idéalisme un peu benêt des institutions européennes, aveugles (volontairement ?) à la nécessité d'assurer l'intégration des populations nouvellement immigrées dans les pays européens et de promouvoir le respect de la liberté et du droit des femmes, qu'elles sacrifient régulièrement aux revendications identitaires.

Mais cette campagne franchit une étape décisive dans la soumission du Conseil de l'Europe aux exigences rétrogrades et obscurantistes des nombreux lobbies islamistes qui hantent les couloirs de Strasbourg, comme ceux de Bruxelles et Luxembourg. Son slogan est le suivant : « La beauté réside dans la diversité **comme la liberté réside dans le hijab**. Le monde ne serait-il pas bien ennuyeux si tout le monde se ressemblait ? Célébrons la diversité **et respectons le hidjab** ». Nous voici donc confrontés à une atterrante inversion des valeurs qui fait de cette prison mobile imposée aux femmes musulmanes par la pression sociale et normative, la menace ou la violence et qui leur interdit l'égalité et l'émancipation, le symbole de la beauté et de la liberté.

Le tollé déclenché dans notre pays, porteur et défenseur des valeurs de laïcité et d'égalité et dans une moindre mesure en Europe, a certes obligé le Conseil de l'Europe à retirer immédiatement la vidéo et le fil Twitter de cette campagne, mais les visuels de la campagne s'affichent toujours, à l'heure où nous publions, sur le site du Conseil de l'Europe. Tout aussi grave, à côté du logo du Conseil de l'Europe, on trouve celui de l'Union européenne.

On apprend, effaré, que les visuels ont été réalisés par les participants d'un atelier « contre les discours de haine anti-musulmans » rassemblant des personnes issues de la « société civile », qui s'est tenu les 27 et 28 septembre derniers. Mais on apprend aussi sur le site du Conseil de l'Europe que l'atelier a été coorganisé avec le « Forum of European Muslim Youth and Students Organizations » (Femyso), mouvement de jeunesse de l'Union des organisations islamiques en Europe, aux mains des Frères musulmans et connu pour son lobbying pro-hijab. On apprend encore qu'une autre organisation « European Forum of Muslim Women » a été associée à la conception de la campagne. C'est cette fois non plus l'organisation de jeunesse, mais l'émanation féminine de l'UOIE. On apprend enfin que le Conseil de l'Europe travaille régulièrement avec ces deux associations qui noyautent littéralement cette institution.

UNITÉ LAÏQUE - COMMUNIQUÉ DE PRESSE 081121
PARIS, LE 2 novembre 2021



Comme le remarque dans Marianne une source connaisseuse des milieux islamistes et de leur entrisme, « *cela fait très longtemps que les ONG qui gravitent dans la sphère des Frères musulmans ont élu domicile à Bruxelles ou Strasbourg. Le Conseil de l'Europe est une organisation assez faible, en réalité, qui représente une cible facile. Les militants islamistes ont jeté leur dévolu sur cette institution pour faire du militantisme anti-islamophobie et pro-voile.* »

Face à ce naufrage idéologique du Conseil de l'Europe et au soutien apporté par l'Union européenne, Unité laïque demande avec la plus grande fermeté que cette campagne soit immédiatement retirée de l'espace public.

Unité Laïque demande que les instances qui l'ont conçue présentent leurs excuses à toutes les femmes en lutte pour leur émancipation, qui risquent chaque jour la mort pour ne pas se soumettre aux injonctions intégristes destinées à les assujettir et à les invisibiliser.

Unité laïque réclame enfin et surtout qu'en France, une commission d'enquête parlementaire se penche sur l'entrisme et le noyautage islamistes au sein des institutions européennes, sur le fonctionnement et les orientations de la CNCDH qui représente la France dans ces instances Cette commission devra faire toute la lumière sur des menées séditeuses qui mettent en danger nos libertés et pervertissent profondément nos principes et nos institutions.

**Unité Laïque est une association qui a pour objet la défense, la promotion et le développement de la laïcité et des principes républicains en France, dans l'Union européenne et dans les instances internationales et supranationales. Elle attache une importance particulière au maintien et au respect de la laïcité dans les institutions de l'État et dans les collectivités territoriales.
Elle œuvre à l'unité des laïques.**

Bureau : Jean-Pierre Sakoun, président ;
Philippe Foussier, Benoît Graisset-Recco, Sylviane Roche, Khadija Unal, vice-présidents ;
Aline Girard, secrétaire ; Anne Salzer, secrétaire adj. ; Claude Boucher, trésorier.

Pour contacter Unité laïque - tél : 06 08 03 57 31 - Mèl : jpsakoun-president@unitelaique.org - www.unitelaique.org

**UNITÉ LAÏQUE - COMMUNIQUÉ DE PRESSE 081121
PARIS, LE 2 novembre 2021**

